

## CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

n°CCTP/25/02 du 06.02.2025






### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**Désamiantage et déplombage  
d'un atelier désaffecté  
sur le Port de Givet**

Consultation n°2025/CONSU/02 du 6 février 2025

**CCI MARNE ARDENNES**  
42 rue Grande Étape - CS 90533  
51010 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Désamiantage et déplombage d'un atelier désaffecté sur le port de Givet
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	3 mois maximum ( 1 mois de préparation + 2 mois maximum pour les travaux)
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Sans

# Sommaire

<b>Sommaire.....</b>	<b>3</b>
<b>1. OBJET DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES.....</b>	<b>4</b>
<b>2. REGLEMENTATIONS : .....</b>	<b>4</b>
<b>3. DESCRIPTION DES TRAVAUX .....</b>	<b>5</b>
<b>3.1 Travaux préparatoire.....</b>	<b>5</b>
<b>3.2 Installation et repli de chantier : Du matériel, de la protection et de la     signalisation du chantier : .....</b>	<b>5</b>
<b>3.3 Désamiantage .....</b>	<b>5</b>
<b>3.4 Déplombage .....</b>	<b>6</b>
<b>4. PLANNING. ....</b>	<b>6</b>
<b>5. LIVRABLES.....</b>	<b>6</b>
<b>6. COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS) .....</b>	<b>6</b>

## **1. OBJET DU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES.**

La CCI Marne Ardennes a pour objectif de déconstruire un ancien atelier se situant au 120 Route Bon Secours Givet sur l'emprise d'une concession portuaire.

Pour cela, il va falloir procéder au désamiantage, déplombage de celui-ci conformément aux diagnostics préalablement réalisés.

L'atelier concerné est un bâtiment industriel désaffecté présentant des risques liés à présence d'amiante et de plomb. Les diagnostics préalablement réalisés ont permis d'identifier les sources contaminées et leur volumétrie.

*Annexes : Dossier SOCOTEC Réf. 2402CGERE - BI8280000002177 :*

**Annexe 1** : Mission de repérage du plomb avant travaux dans un immeuble bâti

**Annexe 2** : Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition dans un immeuble bâti

### **VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE :**

Étant donné la nature du marché portant sur le désamiantage et déplombage d'un atelier désaffecté, une visite sur site est **obligatoire** pour soumissionner. L'offre d'un candidat n'ayant pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière et rejetée

Avant tout commencement des travaux, l'entrepreneur devra connaître l'état des lieux, les difficultés d'accès et les contraintes d'organisation du chantier.

Afin que les candidats aient une vision plus précise de la prestation, des visites sont organisées entre le 17 et le 21 février 2025.

### **Modalités de rendez-vous :**

Les visites sont à programmer avec :


**Interlocuteur :**

**Léo TINTINGER,**


**Responsable adjoint des services Généraux**

**CCI MARNE ARDENNES**

 [l.tintinger@marneardennes.cci.fr](mailto:l.tintinger@marneardennes.cci.fr)

 06.20.05.59.37

### **Point de rencontre :**

 120 Route de Bon-Secours  
08600 GIVET

## **2. REGLEMENTATIONS :**

L'entreprise s'engage à réaliser toutes ses prestations conformément à l'ensemble des DTU et normes françaises, avis techniques et procès-verbaux relatifs à ses prestations,

- L'entreprise s'engage à répondre à toutes normes et décrets en vigueur relatifs aux travaux de désamiantage et de plombs
- L'entreprise s'engage à fournir au maître d'ouvrage tous les avis techniques et procès-verbaux sur tous les produits mis en œuvre,
- L'entreprise s'engage à répondre à toutes normes et décrets en vigueur relatifs aux travaux de désamiantage et de plombs
- L'entreprise devra justifier de la qualification Qualibat 1552 ou équivalente [AFAQ](#),

- L'entreprise s'engage à travailler en respectant toutes les normes de sécurité actuellement en vigueur, conformément aux dispositions pour la sécurité des biens et des personnes,
- L'entreprise s'engage à réaliser la protection de ses ouvrages jusqu'à réception ainsi que le nettoyage complet engendré par ses prestations,
- L'entreprise devra réaliser ses prestations suivant les spécifications et règlements de sécurité relatifs aux traitements de l'amiante.
- Le prestataire devra effectuer les travaux envisagés de désamiantage « sous-section 3 », pour cela, le prestataire devra fournir au maître d'ouvrage l'ensemble des certifications dédiées. Celles-ci devront être délivrées par des organismes certificateurs accrédités.

### **3. DESCRIPTION DES TRAVAUX**

#### **3.1 Travaux préparatoire**

L'entreprise devra pendant la période de préparation :

La rédaction et la transmission aux organismes concernés, d'un plan de retrait comportant :

- le type et la quantité d'amiante et de plomb estimée,
- Le lieu des travaux, la date de début, la durée estimée, le nombre de salariés et la localisation de la zone,
- Les méthodes et processus mises en œuvre,
- Les équipements utilisés (protection et décontamination),
- Les mesures d'empoussièrement prévues (fréquence, modalité, traçabilité, contrôle),
- Les durées et temps de travail avec EPI respiratoire,
- Les procédures de gestion des déchets et des déblais,
- Les attestations de compétences des salariés,
- Le résultat des recherches et repérages des MCA et du plomb.
- La fourniture du certificat d'acceptation préalable par l'organisme d'élimination final.
- Renseigner le bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante

#### **3.2 Installation et repli de chantier : Du matériel, de la protection et de la signalisation du chantier :**

Les installations de chantier seront dues par l'entreprise pour toute la durée du chantier.

L'entreprise a à sa charge toutes les installations provisoires garantissant tout au long du chantier :

- La non-accessibilité du chantier aux publics ?
  - Le respect des conditions d'hygiène, de salubrité, de sécurité des travailleurs sur l'ensemble des zones d'intervention, conformément à la réglementation en vigueur ?
  - Le bon déroulement des travaux dans le cadre du délai imposé par le maître d'ouvrage ?
  - La réalisation des travaux nécessaires pour la protection des cheminements d'accès et de sortie des véhicules ?
  - Les cheminements seront toujours libres de passage et propres ?
- L'entreprise inclut dans son offre toutes les dépenses d'échafaudages, d'appareils de levage, d'échelles nécessaires à l'exécution des travaux. La sécurité antichute réglementaire sera prévue par l'entreprise, conformément à la réglementation en vigueur concernant la protection des travailleurs

#### **3.3 Désamiantage**

Conformément au rapport de repérage amiante SOCOTEC, les interventions devront couvrir les zones suivantes (liste non exhaustives) :

- **Parties extérieures (Sol)** : Rives, plaques en fibres-ciment, accessoires de conduits de cheminée.
- **Bâtiment intérieur** : Revêtements et structures identifiées comme contenant de l'amiante.
- Le site étant occupé l'entreprise devra s'assurer de la mise en place des protections collectives et individuelles.
- Retrait et conditionnement des matériaux amiantés.
- Contrôle de l'air avant, pendant et après travaux.
- Évacuation des déchets amiantés vers des centres agréés.

### **3.4 Déplombage**

Conformément au rapport de repérage plomb SOCOTEC, les interventions devront couvrir (liste non exhaustives) :

- **Menuiseries et huisseries métalliques** : Portes, fenêtres, bâtis.
- **Murs et plafonds** : Peintures et enduits identifiés avec des teneurs en plomb supérieures aux seuils réglementaires.
- Mise en œuvre des techniques adaptées.
- Surveillance des émissions de poussières.
- Évacuation et traitement des déchets plombés.

## **4. DELAI D'EXECUTION**

- 1 mois pour la période de préparation par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux à compter de la date de notification du marché ;
- 2 mois maximum pour l'exécution des travaux à compter de la fin de la période de préparation. Le prestataire pourra proposer un délai inférieur qu'il indiquera dans l'acte d'engagement et qui deviendra contractuel.

## **5. LIVRABLES**

En complément de l'article 10.6.3 du CCAP, les livrables comprennent la rédaction et la fourniture d'un rapport final d'intervention comportant :

- Le plan de retrait et les éventuels additifs,
- Le suivi de chantier.
- La liste des procès-verbaux et analyses, consignations, etc.
- Les certificats d'acceptation préalable des déchets et déblais (SOGED)
- Les bordereaux de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante et plomb
- Les certificats d'élimination des déchets.
- Un plan faisant apparaître les matériaux comprenant de l'amiante et du plomb retiré.

## **6. COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ (SPS)**

Conformément aux exigences réglementaires en matière de sécurité sur les chantiers de désamiantage et de déplombage, une mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (SPS) devra être mise en place. Cette mission aura pour objectif d'assurer :

- L'évaluation et la prévention des risques liés aux travaux de désamiantage et déplombage.
- La mise en œuvre et le suivi des mesures de protection collective et individuelle.
- La coordination entre les différentes entreprises intervenantes pour garantir la sécurité de tous les travailleurs sur le site.
- La vérification du respect des plans de prévention et des consignes de sécurité.

Le coordonnateur SPS désigné devra être habilité et justifier d'une expérience dans la gestion des risques liés aux interventions sur des sites contaminés.

### **Dispositions finales du SPS**

L'entreprise en charge des travaux devra fournir toutes les garanties et documents nécessaires demandés par le SPS quant au respect des réglementations en vigueur et assurer un suivi post-intervention si nécessaire

## **7 – GESTION ET EVACUATION DES DECHETS DE CHANTIER**

### **1. Principes généraux**

L'entreprise titulaire est responsable de la gestion des déchets générés par les travaux. Elle devra assurer leur tri, stockage, évacuation et traitement en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment :

Le Code de l'Environnement,  
Le Décret n°2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic produits-matériaux-déchets,  
Les obligations liées aux Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) pour les déchets dangereux,  
L'objectif de réduction et de valorisation des déchets issus du chantier.

### **2. Élaboration d'un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)**

Avant le démarrage des travaux, l'entreprise titulaire devra remettre au maître d'ouvrage un Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED) détaillant :

- ✓ La typologie et la nature des déchets générés (dangereux et non dangereux)
- ✓ Les modalités de tri, stockage et évacuation sur le chantier
- ✓ Les filières de traitement et de valorisation prévues (centre de tri, recyclage, enfouissement, réemploi...)
- ✓ Les dispositifs de traçabilité (bordereaux BSD, registre des déchets)
- ✓ Les mesures de réduction et de prévention des déchets

⚠ Ce document devra être validé par le maître d'ouvrage avant tout démarrage des travaux.

### **3. Suivi et obligations du titulaire**

Le titulaire devra tenir à jour un registre de suivi des déchets et remettre au maître d'ouvrage, en fin de chantier, un bilan précisant :

- Les quantités et types de déchets produits
- Les justificatifs de traçabilité (BSD, attestations de traitement, factures)
- Le taux de valorisation des déchets
- Le non-respect de ces obligations pourra entraîner des pénalités et une mise en demeure de se conformer à la réglementation en vigueur.